

Toutes et tous uni-e-s pour la défense des services publics

Egalité - proximité

A travers le programme « Action Publique 2022 », le gouvernement use et abuse du vocable de la modernisation pour justifier l'accélération d'une gestion néo-managériale des services publics, des suppressions de postes et une réduction du périmètre du service public au détriment des solidarités collectives. Ce programme vise à réduire les possibilités d'action de l'État et des collectivités territoriales et ne prend pas en compte les besoins exprimés par les usager-e-s.

Les conséquences sont prévisibles :

L'abandon au secteur privé de certaines missions actuellement assurées par les agent-e-s publics. Cela n'améliorera en rien les services aux usager-e-s et le coût sera tout aussi élevé pour eux voire plus puisqu'il s'agira de les rentabiliser. Mais bien sûr les actionnaires feront eux des bénéficiaires...

La mise en concurrence de services aujourd'hui assurés en partie par l'État et les collectivités : éducation, santé, transport... Ce qui n'offre aucune garantie d'amélioration des services au contraire puisqu'ils ne seront plus soutenus par l'État et ne seront plus tenus de répondre aux exigences de principes comme celui de l'égalité.

La réduction des moyens des services publics avec la suppression de 120 000 emplois dont 70 000 dans les collectivités territoriales sur les quatre prochaines années. C'est moins de service public : horaires d'ouverture au public encore plus limités, nouvelles fermetures de services dans les zones rurales et dans les quartiers, nouvelles dégradations des conditions de travail des agents...

La réduction des protections des agents publics : recrutements de contractuels en lieu et place de fonctionnaires, c'est réduire les principes qui font la force de la Fonction publique pour les usager-e-s comme pour les agent-e-s : neutralité des agents publics, indépendance vis-à-vis des politiques, absence de corruption...



Pompiers Ecoles AGENT·ES D'ACCUEIL aides-soignant-es
Travailleurs sociaux Piscine Enseignants magistrates
Maternité Crèche État civil JARDININIER-ES
Contôleuses des impôts Garderie Transports en commun
Hôpital Bibliothèque Policier-es Infirmières Urgences

Comment se passer aujourd'hui de toutes et tous ces agent-e-s qui, chaque jour, font vivre la Fonction publique ?

La Fonction publique est un investissement et non un coût pour la Nation ! Le Conseil d'analyse économique dans sa note de juillet 2017 écrit que : «*la part de l'emploi public dans l'emploi total n'y est pas systématiquement supérieure aux autres pays de l'OCDE*».

Les organisations syndicales CFE-CGC, CFTC, CGT, FA fp, FO, FSU, Solidaires, UNSA et CFDT appellent à une nouvelle journée unitaire de grève et de manifestations le 22 mai prochain pour :

- l'arrêt des suppressions d'emplois et les créations d'emplois statutaires nécessaires
- un plan de titularisation des contractuels et de nouvelles mesures pour combattre la précarité
- la préservation du statut général des fonctionnaires
- l'amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous les agent-e-s
- l'ouverture de discussions pour répondre mieux aux besoins de la population et permettre aux agent-e-s de remplir correctement toutes les missions des services publics (formation, conditions de travail...)

La Fonction publique est un pilier du modèle social de notre pays qui joue un rôle essentiel dans la cohésion sociale et contribue à plus de justice sociale.



FONCTION PUBLIQUE



F.S.U.



**Manifestation départementale
à Caen**

10 heures 30 devant la Préfecture